



## CAPA mouvement intra PsyEN du 14 juin 2019

La réforme de la Fonction Publique envisagée prévoit de développer la rémunération au mérite et la culture du résultat au détriment du principe de carrière faisant primer l'intérêt personnel sur l'intérêt général. La généralisation annoncée du recours au contrat en lieu et place du recrutement de titulaires vise l'installation de la précarité et la disparition des personnels sous statut pourtant garants de la continuité et de la neutralité du service public.

Le dessaisissement des commissions paritaires, leur marginalisation dès le 1er janvier 2020, romprait totalement avec le mouvement de démocratisation de la fonction publique, qui a prévalu au cours du XX<sup>e</sup> siècle, mouvement dont le programme du CNR et les lois Le Pors de 1983 / 1984 sont des jalons importants. L'article 1 du projet de loi Blanquer qui prévoit qu'un fonctionnaire pourrait être inquiété dès lors que son administration considère qu'il a nui à l'image et à la réputation du service public d'éducation va à l'encontre de l'esprit de « confiance » prôné par le MEN.

Par ailleurs, la loi « de la confiance » souhaite créer un service de santé dans lesquels les psychologues de l'EN seraient placés sous la responsabilité des médecins de l'EN. Le SNUIPP-FSU et le SNES-FSU dénonce le risque de « para-médicaliser » le métier de psychologue de l'EN. En effet, les psychologues de l'EN ne sont pas membres de l'équipe médicale. Le travail le plus important se réalise aux seins des établissements scolaires, en réponse à des demandes de parents, d'équipes pédagogiques et d'enfants-élèves. Les autres réponses à des demandes, voire des injonctions internes et externes à l'institution visant à réduire le travail du psychologue à des dimensions psychométriques ne doivent pas constituer le cœur du métier. L'ancrage psycho-pédagogique du psychologue de l'EN est une caractéristique de la fonction depuis sa création et nous entendons bien la défendre. Le SNUIPP-FSU et le SNES-FSU sont opposés au *prima* d'une vision médicalisée des difficultés des élèves dans les apprentissages qui enferment les enfants dans des catégorisations. Pour le SNUIPP-FSU et le SNES-FSU l'apport des différents personnels est indispensable pour avoir une vision globale et dynamique de l'enfant.

Concernant les psychologues EDO, nous constatons encore une fois que le dialogue social est au point mort mais que le ministère persiste et signe dans sa volonté de casser le service public d'orientation de l'Education nationale : d'ici à 3 ans, ne laisser subsister qu'un CIO par département ; nommer de petits regroupements de PsyENEDO dans certains lycées, en dépit des règles d'affectation en vigueur, rapatrier les DCIO dans les DSDEN ou les SAIO, éclater les

collectifs de travail pourtant fondamentaux pour nourrir la professionnalité de chaque PsyEN.

Avec la réforme territoriale, les priorités du recteur de région académique porteront sur la cohérence avec l'insertion professionnelle régionale dans une vision adéquationniste de l'orientation qui se soucie bien peu de la psychologie des adolescents (de leur développement et de leur construction) et des psychologues, ainsi que des métiers à visée non lucrative ! Plusieurs régions, dont la nôtre, sont à l'offensive pour obtenir des mises à disposition de personnels de l'EN dont les DCIO, pour l'ingénierie de l'information sur les formations et les métiers. Des appels du pied de la part de la Région en direction des personnels sont clairement affichés. La FSU rappelle que selon la loi, seuls les volontaires pourront demander un détachement.

La réforme Blanquer vise donc à libéraliser le champ de l'orientation scolaire au profit de « start-ups », d'offices privés ou de plateformes où le numérique remplacerait le contact humain pourtant tellement plébiscité par les usagers dans les enquêtes de satisfaction.

Les situations des CIO de Tours/ JLT et de Chartres sont particulièrement symptomatiques de cette casse du service public de l'orientation de l'EN à marche forcée, sans réelle anticipation concrète, ni écoute des agents. Les personnels sont maintenus dans l'ignorance ou se voient distiller des informations qui se contredisent de jour en jour selon les interlocuteurs. Les promesses de l'administration visant à rassurer les personnels ne sont jamais tenues. Les alertes du SNES-FSU quant aux conditions de travail fortement dégradées, à la souffrance des personnels des CIO sont balayées d'un revers de main.

Pour les psychologues EDA : alors que le nouveau corps a été créé depuis presque deux ans, nous continuons à dénoncer les dysfonctionnements et les paradoxes de la gestion administrative des Psy-EN intervenant dans le premier degré :

- Pour le mouvement, les PsyEN EDA sont contraints de faire acte de candidature sur des circonscriptions et non sur des écoles où sont rattachés les RASED. Nous continuons à revendiquer que l'école de rattachement devienne l'établissement de référence.
- Nous continuons à demander que les RASED aient un budget suffisant pour permettre au PsyEN EDA de bénéficier d'outils actualisés indispensables à l'exercice de leur fonction et d'être remboursés de tous leurs frais engagés en matière de déplacement.
- Nous demandons le maintien et le développement des RASED complets